

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 décembre 2013

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET FORÊT - (N° 1548)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE1056

présenté par

M. Potier, M. Paul, M. Clément, M. Daniel, M. Bleunven, M. Pellois, M. Bui, M. Le Roch,
M. Verdier, Mme Pichot, M. André, Mme Batho, M. William Dumas, M. Chauveau,
Mme Romagnan, M. Destans, Mme Fabre, Mme Françoise Dumas, Mme Valter, Mme Got et les
membres du groupe socialiste, républicain et citoyen

ARTICLE 14

Après l'alinéa 4, insérer l'alinéa suivant :

«De même, l'État détermine les modalités réglementaires permettant le fonctionnement d'un répertoire départemental à l'installation, ainsi que celles autorisant l'application d'une déclaration préalable obligatoire à destination des exploitants préparant leur départ en retraite, afin d'indiquer les caractéristiques de l'exploitation concernée, ainsi que la disponibilité potentielle de celle-ci. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors même que le rôle central des deux outils que sont la DICAA (déclaration d'intention de cesser l'activité agricole) et le RDI (répertoire départ installation) apparaît évident afin de faciliter l'installation et la transmission à de jeunes agriculteurs, le projet de texte prévoit leur disparition en substituant une autre rédaction à la rédaction actuelle notamment de l'article L. 330-2 du code rural.